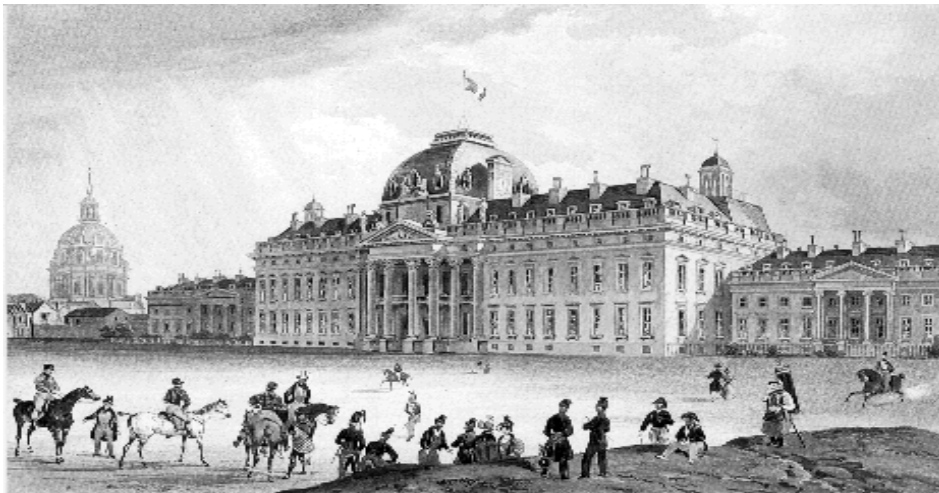


MEMOIRE DE STRATEGIE

NECESSITE D'UNE STRATEGIE NORD-SUD



LCL HOGARD

Groupe C6

RESUME

Depuis la fin de la guerre froide, l'Occident semble se désintéresser du " Sud " de la planète, et convaincu de l'avènement inéluctable d'une civilisation démocratique universelle. Cependant les faits comme les déclarations de certains hommes politiques vont à l'encontre de cette vision optimiste de " la fin de l'histoire ". D'autres n'hésitent pas au contraire à prédire " le choc des civilisations ". L'analyse de ces perspectives et le choix d'une stratégie globale " Nord-Sud " devient donc indispensable.

TABLE DES MATIERES

1. QUELS DESEQUILIBRES ENTRE LE NORD ET LE SUD ?

1.1. L'inégalité économique entre le Nord industrialisé et le Sud sans ressource

1.2. Le nord, terre de richesse économique et de puissance politique mais en déclin démographique face à un sud pauvre mais surpeuplé.

1.2.1. La révolution démographique mondiale

1.2.2. L'expansion démographique, facteur de puissance

1.2.3. L'immigration et les identités nationales en Occident

2. LES INCOMPREHENSIONS MUTUELLES

2.1. La militarisation du Sud et la prolifération

2.1.1. Etat des lieux

2.1.2. les risques

2.2. La contestation des valeurs occidentales

2.2.1. Les Droits de l'Homme et la démocratie

2.2.2. le matérialisme face à " la revanche de Dieu "

3. L'ESQUISSE D'UNE STRATEGIE

3.1. Quelle philosophie d'action au Nord?

3.2. Le domaine économique

3.2.1. L'aide économique

3.2.2. Une concurrence plus loyale

3.3. Un renouveau démographique du Nord

3.4. La lutte contre la prolifération

" Le décalage chronologique constitue
pour l'humanité le plus grave péril. "
René Grousset

" Le monde essentiellement blanc et
européen, auquel nous sommes
habitués, dans lequel nous avons
monde là est
grandi et été éduqués, ce
en train de mourir. C'est le crépuscule
de l'homme blanc dans une planète
qui passera dans les 50 prochaines
années
de 5 à 10 milliards d'individus.
l'Américain
Un monde où l'Européen,
et le Russe seront devenus ultra
minoritaires : moins de un sur dix... "
Pierre Lellouche

INTRODUCTION

L'implosion de l'URSS a mis fin à la rivalité Est-Ouest dans le " Sud " de la planète (ainsi appelé par opposition au " Nord " industrialisé). L'Occident semble détourner son attention du reste du monde, persuadé qu'il est de l'avènement prochain d'une civilisation universelle ayant définitivement adoptée les valeurs issues de la Démocratie et du capitalisme. Somme toute, même si la thèse de Francis Fukuyama prédisant la victoire terminale du libéralisme et l'arrivée au terme de l'évolution idéologique de l'humanité est réfutée dans ses modalités, le fond du message, lui, n'est guère contesté.

Cependant, de plus en plus, de par le monde, cette vision de civilisation universelle est rejetée justement parce qu'elle représente, ses adversaires l'ont bien compris, une sorte de victoire post-coloniale de l'Occident et de ses valeurs. En de nombreux endroits, les nationalismes et les intégrismes se réveillent; les valeurs, la richesse et la domination militaire de l'Occident sont contestées, enviées, jalouées. Dans un ouvrage où il cherche une sorte de " troisième voie " pour son pays, le philosophe japonais Takeshi Umehara exprime un doute quant à la capacité occidentale de garder le leadership : " L'échec total du marxisme (...) et le démembrement de l'Union Soviétique ne sont que des signes précurseurs de l'effondrement du capitalisme libéral, principal courant de modernité. Loin de représenter une alternative au marxisme et d'être l'idéologie dominante à la fin de l'histoire, le libéralisme sera le prochain domino qui tombera " .

Même si les pays pauvres ne sont pas assez unis politiquement, ni puissants économiquement et militairement pour défier les pays riches, il apparaît clairement d'une part que l'Occident est de plus en plus contesté en tant que référence et d'autre part que le rapport de forces entre les civilisations est en train de changer.

Ce dernier élément fait écrire à l'universitaire italien Umberto Eco : " La transformation (du monde, dans un avenir proche) ne peut pas se faire de façon pacifique. Elle ne peut que déclencher une période sanglante. C'est là le grand problème du prochain siècle " .

Même si l'on peut espérer que monsieur Eco pêche par trop de pessimisme, l'analyse des tensions économiques, démographiques, culturelles, politiques, militaires, et l'élaboration d'une stratégie Nord-Sud paraît nécessaire.

1. QUELS DESEQUILIBRES ENTRE LE NORD ET LE SUD ?

1. L'inégalité économique entre le Nord industrialisé et le Sud sans ressource

Le problème du partage des richesses au niveau mondial va se poser avec de plus en plus de vigueur dans les prochaines décennies. Il joue déjà un rôle dans la militarisation du Sud et agira comme amplificateur des phénomènes migratoires à l'avenir. Les problématiques se rejoignent en effet.

Au Sud, il importe de distinguer les pays qui continuent de s'appauvrir (ceux dont le revenu par tête baisse d'année en année), pour la plupart situés en Afrique noire, de ceux qui s'enrichissent. Parmi ces derniers figurent les NPI (Nouveaux Pays Industrialisés), c'est-à-dire la Corée, Taiwan, Singapour (laissons de côté la crise actuelle), mais aussi la Malaisie, les Philippines, l'Indonésie, le Brésil, le Mexique et bien entendu, la Chine. Ces Etats se caractérisent par une industrialisation en moyenne cinq fois supérieure à celle des pays en voie de développement. Bien qu'il soit inégal selon les régions, le rythme soutenu de la croissance dont profitent ces nations s'oppose à

l'appauvrissement dramatique du reste du monde. Dans les prochaines décennies, la pauvreté se trouvera concentrée de manière durable dans le sous-continent indien et en Afrique noire. Il existera toutefois une différence notable entre ces deux régions : tandis qu'en Inde la pauvreté devrait se stabiliser (la banque mondiale estime que les pauvres qui représentaient 46,4% de la population en 1990 seront encore 44,5% à la fin du siècle), elle continuera d'augmenter en Afrique (de 16,1% en 1985 cette catégorie passerait à 32,4% de la population en l'an 2000). Cela s'explique notamment, d'après les avis autorisés, par le fait que l'Afrique noire n'investit quasiment pas. Dès lors tout espoir d'enrichissement devient nul. L'Afrique, très endettée, s'enferme dans un cercle vicieux : privée d'investissement, elle ne peut dégager les recettes d'exploitation nécessaires au remboursement de sa dette. Etant incapable de rembourser, elle ne peut solliciter de prêts importants et ne peut donc investir. Le service annuel de la dette qui n'est pourtant honoré qu'à moitié représente tout de même 47% des recettes de l'exportation.

Ainsi, deux menaces se font jour : d'une part un déclin relatif de l'Occident, puisqu'un certain nombre de pays, de l'Asie du Sud-Est notamment, ont un taux de croissance nettement supérieur à celui des pays les plus industrialisés; d'autre part, pour l'Europe la proximité de " poches " où se concentre la pauvreté. Par ailleurs celle-ci augmente comme on l'a vu en Afrique noire, de sorte que pour celui qui y reste, la misère est quasiment certaine. Aussi les candidats à l'émigration, nombreux aujourd'hui, le seront plus encore demain. La concentration de la pauvreté aux portes de l'Europe interdit que l'on se désintéresse de ce problème même en mettant de côté les aspects moraux d'un tel désintéret.

Double menace donc pour l'Occident confronté à des pays dont l'enrichissement économique d'aujourd'hui ne saurait aller demain sans exigence politique remettant en cause sa vision du monde et à des pays s'enfonçant dans l'extrême dénuement et pour les populations desquelles la survie réside de plus en plus dans la fuite vers le nord....

2. Le nord, terre de richesse économique et de puissance politique mais en déclin démographique face à un sud pauvre mais surpeuplé.

1. La révolution démographique mondiale

La population mondiale a doublé entre 1950 et 1990 et devrait doubler encore d'ici à 2050, si l'on en croit certains analystes. Aujourd'hui la population des pays riches, un milliard de personnes, possède les quatre cinquièmes de la richesse mondiale. Dans l'avenir le nombre de riches pourrait tomber à 700 millions de personnes et surtout connaître un vieillissement considérable alors que l'âge moyen des pauvres devrait encore diminuer et leur nombre exploser. Cette " zone de dépression humaine " créera un véritable appel d'air qui n'ira pas sans un grave risque de déstabilisation des pays occidentaux.

L'Europe, l'Amérique du nord, le Japon ont achevé ce qu'il est convenu d'appeler leurs transitions démographiques (phase où la natalité est forte, la mortalité faible et donc l'accroissement de la population important) et connaissent même à présent une baisse de leurs effectifs, compte tenu du taux de fécondité qui est le leur (1.6 dans l'U.E., 2 aux Etats-Unis, 1,5 au Japon). En Asie l'accroissement se poursuit encore mais à un rythme décroissant du fait des politiques de contrôle des naissances. En Amérique latine, les chiffres se stabilisent également. Mais les pays arabes et l'Afrique noire connaissent une croissance démographique exponentielle.

Celle-ci ne saurait bien évidemment être sans conséquence sur l'émigration depuis ces pays.

- D'abord parce qu'un certain nombre de jeunes, acculés à la misère, iront chercher au nord les richesses refusées au sud. A cet égard, la couverture sociale existant en Occident agit comme une formidable incitation à l'immigration. Claude Imbert note ainsi que " l'Afrique compte des centaines de millions d'hommes pour lesquels les modiques faveurs de notre assistance sociale constituent un véritable pactole ". Umberto Eco, estime que dans le cas le plus favorable, celui où un jeune africain sur dix seulement déciderait d'émigrer au moment où l'on peut craindre que la situation devienne véritablement intenable, c'est-à-dire en 2025, l'Europe devrait alors devoir faire face à une invasion pacifique de 60 à 70 millions d'hommes! Soit plus que la population italienne, espagnole ou française.
- Ensuite, parce qu'au plan politique, il est vraisemblable que les chefs d'Etat africains qui considèrent, pour beaucoup, que l'Occident ne les aide pas suffisamment et qui seront alors au prise avec les pires difficultés ne chercheront pas à retenir des masses de jeunes gens inoccupés. A l'instar d'Hitler réclamant avant-guerre un " Lebensraum " (espace vital) pour le peuple Allemand, ils revendiqueront alors le " droit " à l'immigration. Le président Boumédiène déclarait dès 1974 : " aucune bombe atomique ne pourra endiguer le raz de marée constitué par les milliards d'êtres humains qui partiront un jour de la partie méridionale et pauvre du monde pour faire irruption dans les espaces relativement ouverts du riche hémisphère septentrional, en quête de survie ". Le président Abou Diouf affirmait pour sa part en 1991 : " vous risquez d'être envahi demain par des multitudes d'Africains qui, poussés par la misère, déferleront par vagues sur les pays du nord. Et vous aurez beau faire des législations contre l'émigration, vous ne pourrez pas arrêter ce flot parce qu'on n'arrête pas la mer avec ses bras... La Méditerranée ne les arrêtera pas non plus. Ce sera comme les

hordes que vous avez connues dans votre Moyen Age ". L'intérêt avec lequel est lu actuellement outre Atlantique " Le camp des saints " de Jean Raspail qui imagine cette invasion pacifique où se joue le destin de l'Occident montre encore combien il importe d'analyser cette menace avec objectivité, en dépit des passions qu'elle suscite.

1. L'expansion démographique, facteur de puissance

Ainsi que le montre l'exemple de la France, entrée en " modernité démographique " dès le XIX^e siècle, une fécondité déclinante transforme nécessairement un pays désireux de rester dans la course économique en pays d'immigration. Le démographe J.C. Chesnais directeur de recherches à l'institut national d'études démographiques, maître de conférences à l'Ecole Polytechnique et à l'Ecole Nationale d'Administration, note ainsi que " sans l'apport migratoire sous toutes ses formes (...) la population de la France serait ainsi de 45 millions au lieu d'être proche des 56 millions ". La puissance d'une nation est directement liée à sa démographie et à sa politique migratoire. Hans Morgenthau remarque : " aucun pays ne peut prétendre rester ou devenir une puissance de premier ordre s'il n'appartient aux nations les plus peuplées de la terre ". Du reste là encore l'exemple de la France est parlant. La primauté de la France de Louis XIV en Europe (primauté qui s'exprime dans tous les domaines politique, économique, culturel, militaire et démographique) tient bien sûr au génie du grand Roi, mais correspond aussi à l'apogée démographique de notre pays. A l'époque napoléonienne la France devance encore largement ses adversaires. Elle est peuplée, en effet de 29 millions de français, qui s'opposent à 9 millions d'anglais et 18 millions de ceux qui seront un siècle plus tard les Allemands. Elle représente alors 3% de la population de la planète contre 0,5% en 2040 selon les projections.

Jean-Claude Chesnais, énumère dans un article intitulé " Démographie et stratégie : le crépuscule de l'Occident " huit risques de vulnérabilité pour les sociétés en situation de déclin démographique : la contrainte budgétaire (en raison de la pression sur les dépenses sociales qu'exercent inévitablement une population agée); la perte de maîtrise du territoire; la dépendance migratoire (avec les tensions qui en résultent : ghettos, criminalité, toxicomanie, terrorisme, etc); la détérioration de l'esprit de défense (une population vieillie ayant en effet tendance à privilégier le passé sur l'avenir, à préférer la soumission à la rébellion); la perte de compétitivité (puisque d'une part lorsque la main d'oeuvre se raréfie, elle se renchérit, et d'autre part quand la proportion de retraités augmente la compétitivité des prix est menacée); la diminution du potentiel de rayonnement; l'atomisation sociale (due à une forte désintégration des structures familiales); enfin les concurrences extérieures, néo-confucéenne pour l'économie et musulmane pour la culture.

Si la chute démographique mène donc inéluctablement au déclin, à l'inverse l'expansion démographique est facteur de puissance

2. L'immigration et les identités nationales en Occident

Il y a fort à parier que l'immigration soit considérée demain comme un moyen de pallier le déclin de la fécondité dans nos pays. En 1985, 18% de la population française avait plus de 60 ans, en 2020 le chiffre devrait être de 26%, et pourrait atteindre 30% en 2040. Selon le rapport Malabouche préparé pour le commissariat au plan, le vieillissement de la population imposera, d'ici 2025, soit une baisse de 45% du montant des retraites, soit un relèvement de 9 ans de l'âge d'ouverture des droits à la retraite, soit encore une majoration actuelle de 80%.

L'immigration à venir pose un problème fort d'identité dès lors qu'elle est réalisée à partir de populations allogènes à la distance culturelle importante et dont le désir d'intégration est faible.

L'intégration ne se décrète pas, elle doit être désiré par toutes les parties car comme le disait Ernest Renan " la nation est un plébiscite de tous les jours ". Fustel de Coulanges ajoutait " les hommes sentent dans leur coeur qu'ils sont d'un même peuple lorsqu'ils ont une communauté d'idées, d'intérêts, d'affections, de souvenirs et d'espérances ".

Pierre Lellouche affirme pour sa part : " l'histoire, la géographie et la pauvreté montrent que la France et l'Europe sont destinées à être noyées par la population des pays à problèmes du sud, l'Europe était blanche et judéo-chrétienne dans le passé; elle ne le sera plus à l'avenir ".

Le risque majeur, compte tenu des difficultés à intégrer les immigrés que connaissent tous les pays occidentaux, est celui de connaître une " libanisation " de nos pays et tout ce qui s'en suivrait...

1. LES INCOMPREHENSIONS MUTUELLES

1. La militarisation du Sud et la prolifération

1. Etat des lieux

Dans le domaine militaire le déséquilibre Nord-Sud se double d'une incompréhension des pays du Sud vis à vis de la politique de non-prolifération prônée par le Nord. Celle-ci est souvent considérée comme discriminatoire et donc insupportable.

Tandis que le monde occidental réduit de manière drastique ses budgets de la défense, nombre de pays du sud s'arment et cherchent notamment

à acquérir des armes de destruction massive, chimiques et nucléaires ainsi que leurs vecteurs.

Les Etats-Unis, par exemple, ont ainsi réduit leurs dépenses militaires de 35% entre 1994 et 1998. L'armée américaine ne représente plus que la moitié de ce qu'elle était au début des années 90. En revanche, entre les années 60 et les années 80, le nombre de pays du tiers monde produisant des avions de combat est passé de un à huit, de un à six pour les chars, de un à six pour les hélicoptères, de zéro à sept pour les missiles tactiques.

Il est significatif que pour vaincre l'Irak, les Etats-Unis, qui n'étaient pourtant pas seuls dans cette opération, aient dû engager 75% de leur aviation, 42% de leurs chars d'assaut modernes, 37% de leurs soldats, 46% de leurs bâtiments.

Plus grave encore, la prolifération est largement pratiquée par nombre de pays qui contestent la prédominance de l'Occident. D'aucuns dans le tiers monde font remarquer que si Saddam Hussein avait attendu les trois années nécessaires pour avoir la bombe avant d'envahir le Koweït, le rapport de force aurait été tout autre. Et un haut responsable militaire indien de conclure : " ne pas se battre avec les Etats-Unis à moins d'avoir des armes nucléaires ".

Dans ce domaine, l'implosion de l'URSS et les trafics qui en résultent ou la politique chinoise d'aide de pays comme le Pakistan et l'Iran constituent autant d'infractions au TNP.

Aujourd'hui les pays menant des programmes nucléaires clandestins seraient vraisemblablement au nombre de 14. 7 sont musulmans : l'Algérie, la Syrie, l'Egypte, l'Irak, la Libye, l'Iran, le Pakistan, et 7 autres sont disséminés dans le monde : Corée du Nord, Corée du Sud, Taiwan(?), Israël, l'Inde, l'Argentine et le Brésil.

Dans le domaine chimique, tandis que les pays du Nord détruisent leurs stocks d'armes, nombres de pays du Sud se dotent d'un outil de production et cela pour une raison simple : ces armes sont bon-marchées, faciles à produire, et dévastatrices. Et la tentation est d'autant plus grande de s'équiper d'armes chimiques que l'accès aux armes nucléaires est beaucoup plus difficile. Actuellement une dizaine d'Etats du Sud posséderaient des armes chimiques : l'Iran, l'Irak, Israël, la Syrie, l'Egypte, la Libye, Taiwan, les deux Corées..

2. les risques

En 1948, la crise de Berlin a été résolue sans que les Américains envisagent d'employer l'arme nucléaire. De même, on sait aujourd'hui que lors de la crise de Cuba, ni les Américains, ni les Russes ne voulaient en venir à cette extrémité. Mais il est à noter que Fidel Castro, lui, pressait Kroutchev d'employer l'atome. Ce n'est pas parce que l'atome a fonctionné pendant 50 ans dans le cadre de la guerre froide, qu'il permettra à coup sûr demain de faire face à des pays où le message religieux ou national est intense et à des dirigeants ne partageant pas nos valeurs (un autre Hitler ou un nouveau Pol Pot). Il s'agit de prendre conscience qu'un risque majeur peut surgir de la simple confrontation de deux logiques : celle déjà post-nucléaire des pays industrialisés du Nord qui savent combien le maniement de l'atome est difficile, voire impossible, et celle des proliférateurs du sud qui pourraient, pour certains d'entre eux ne pas craindre de l'employer. Pierre Lellouche fait ainsi remarquer : " J'ai longtemps cru que Saddam Hussein ne ferait pas la guerre. Que, certain de perdre en cas de conflit, il ferait monter les enchères, pour empocher le plus de concessions occidentales possibles. (...) Qu'il se retirerait au dernier moment de la table du jeu après avoir empoché ses gains : fort du prestige du héros arabe ayant défié l'Occident, son armée intacte, ayant obtenu des ajustements territoriaux sur la frontière koweïtienne, une conférence internationale sur la Palestine (...) tout cela lui fut offert d'abord par la CEE, (...) mais aussi par la bouche de François Mitterrand en septembre 1990, puis le 14 janvier 1991, à la veille même de l'expiration de l'ultimatum. Saddam Hussein choisit pourtant le suicide. (...) A ce moment, j'eus la preuve que tout le monde n'a pas la même rationalité. Et que dès lors la dissuasion ne peut fonctionner ". Et il ajoute plus loin " que vaudra notre concept cartésien de faible au fort contre un adversaire plus faible que nous, mais plus déterminé aussi, puisque lui sera prêt à tout risquer et à tout perdre... précisément parce qu'il n'a pas grand chose à défendre, tandis qu'il aura tout à conquérir? "

2. La contestation des valeurs occidentales

1. Les Droits de l'Homme et la démocratie

Sous l'impulsion des philosophes des lumières, les Révolutions américaine d'abord et française ensuite s'étaient faites une idée universelle de la culture et en conséquence des valeurs qui lui sont liées. Ils considéraient en effet que l'homme quel qu'il soit est caractérisé par sa raison. Partant de là et affirmant l'unicité de l'espèce humaine, ils estimaient qu'à terme une civilisation universelle débarrassée de tous les obscurantismes, démocratique et athée, devrait voir le jour. Le premier à avoir contesté cette vision des choses est l'écrivain philosophe Joseph de Maistre : " Il n'y a point d'homme dans le monde. J'ai vu dans ma vie des Français, des Italiens, des Russes... ". Au XVIII ème siècle les allemands par la voie de Herder et de Fichte

ont proféré la même critique et dénoncé cette vision universelle de la culture. Herder s'oppose au courant rationaliste français. L'initiateur du mouvement " Sturm und Drang " défend la culture allemande, le " Volkgeist ", c'est-à-dire " l'esprit d'un peuple ". Le mouvement s'amplifie ensuite à l'époque coloniale par réaction au colonialisme. L'ethnologue Claude Lévi-Straussexplique alors " le barbare, c'est d'abord celui qui croit à la barbarie ". Avec la décolonisation note justement Alain Finkielkraut, c'est la conception restrictive de la culture, celle des Allemands, qui l'a emporté.

Mais si plusieurs cultures peuvent coexister, alors les " Valeurs " qui sont les leurs peuvent tout naturellement différer. Aujourd'hui l'universalisme du Nord est souvent ressenti comme une forme d'impérialisme idéologique. L'attitude des sociétés non-occidentales va du scepticisme au rejet. Ainsi, au début des années 90 le président indonésien Suharto s'est-il montré très critique quant aux Droits de l'Homme. Les non-occidentaux n'hésitent pas non plus à montrer les divergences entre l'idéal démocratique et les faits de tous les jours. On défend la démocratie mais on approuve la rupture du processus électoral, dès lors que celui-ci risque de porter au pouvoir les fondamentalistes musulmans. On prêche la non-prolifération pour l'Iran et l'Irak, mais on ferme les yeux sur le cas d'Israël. On sermonne la Chine pour le non-respect des Droits de l'Homme, mais pas l'Arabie Saoudite.

Parvenues à l'indépendance politique, les sociétés non-occidentales veulent se libérer de la domination économique, culturelle et militaire de l'Occident. Samuel Huntington estime que " les Etats phares des civilisations non-occidentales devraient se rapprocher pour contrebalancer la puissance dominante de l'Occident.(...) En politique, un ennemi commun crée des intérêts communs. Les sociétés islamiques et chinoises qui regardent l'Occident comme leur adversaire ont des raisons de coopérer entre elles contre lui, à l'instar des alliés et de Staline contre Hitler.(..) Au début des années 90 une filière islamo-confucéenne s'est mise en place entre la Chine et la Corée du Nord, d'un côté, et à des degrés divers le Pakistan, l'Iran, l'Irak, la Syrie, la Libye et l'Algérie, de l'autre. "

2. le matérialisme face à " la revanche de Dieu "

Le matérialisme lié aux idéologies occidentales capitaliste et marxiste est de plus en plus contesté. Nombre d'intellectuels des pays en voie de développement critiquent

cette " Valeur " parce qu'elle est un produit de la civilisation universelle, parce qu'elle consacre " la supériorité de l'Occident ", parce qu'elle gomme les identités en transformant les hommes en consommateur à grande échelle (A l'inverse, le Soudanais Hassan el Tourabi, et bien d'autres avec lui font remarquer que la religion " restaure l'identité et donne une direction de vie "), enfin aussi parce qu'ils sont conscients qu'il y a en tout homme ou presque une dimension spirituelle laquelle s'oppose résolument à ne voir dans l'homme qu'un consommateur. Bref, il y a une condamnation de plus en plus partagée du monde hédoniste, technicien et consumériste dans lequel la société occidentale se complaît.

" Le XIXème siècle sera religieux ou ne sera pas ", cette parole prêtée à Malraux semble avoir acquis quelque crédibilité en cette fin de siècle. En effet, la religion reprend vigueur partout dans le monde mais surtout au Sud. Ce renouveau, cette " revanche de Dieu " pour reprendre les termes de Gilles Kepel, a commencé dans les années 70 lorsque la séparation entre sphère profane et sphère sacrée a été remise en question par certains. Kepel note qu'à partir de cette période un courant s'est développé qui prône une conversion de l'Europe. " Ce n'était plus, dès lors, la modernisation de l'Islam mais l'islamisation de la modernité ".

Le renouveau religieux signifie l'expansion de certaines religions. L'Orthodoxie, le Bouddhisme, l'Hindouisme, l'Islam progressent. En 1994, 30% des Russes de moins de 25 ans déclaraient ne plus être athées et être orthodoxes. Du reste les dirigeants politiques Russes sont devenus très respectueux de la religion. Parallèlement au développement orthodoxe en pays Slaves, le renouveau islamique touche l'Asie centrale. Mais il est également palpable partout en Afrique du Nord, voire en Afrique Subsaharienne, en Extrême Orient et jusqu'en Europe où les communautés musulmanes renouent avec la pratique religieuse et où les conversions à l'Islam se font plus fréquentes parmi les populations de souche européenne. En Inde, " une nouvelle identité hindoue est en train de se construire en réponse aux tensions et aliénations engendrées par la modernisation ".

La résurgence du phénomène religieux à travers le monde (et même en Occident ne serait ce qu'avec le développement inquiétant des sectes) est donc une réaction à la laïcisation, au relativisme moral, à la tolérance individuelle. Elle est une réaffirmation des valeurs inverses au matérialisme, à savoir l'esprit de sacrifice, de désintéressement, de travail, d'ordre, de charité. Elle est l'affirmation qu'il peut y avoir un idéal transcendant l'homme. Mais elle est inquiétante parce qu'elle est surtout, pour l'instant, en réaction contre l'Occident.

2. L'ESQUISSE D'UNE STRATEGIE

Au regard d'un rapport de force à l'avenir de moins en moins favorable à l'Occident à la fois sous la pression démographique d'un Sud soumis selon les lieux à l'extrême pauvreté ou au décollage économique, sous la pression d'un fort mouvement philosophique ou religieux contestant la civilisation occidentale démocratique, et considérée comme athée, matérialiste et impérialiste puisque prétendant à l'universalité, il devient nécessaire pour le " Nord " de prendre conscience de la situation et d'adopter une stratégie.

Lyautey considère que pour avoir une stratégie il faut " savoir ce que l'on veut ", avoir le courage de le dire, et la constance de s'y tenir. Tentons une définition et disons que les pays Occidentaux devraient, en concertation, rechercher la préservation d'un équilibre multicivilisationnel, plus respectueux de l'homme et de ses convictions intimes, plus conforme aussi à l'ordre naturel, dans lequel ils défendraient un système de valeurs non-hégémonique mais répondant à de solides convictions (il n'est de civilisations qui vivent sans avoir conservé l'idée, le projet autour duquel elle s'était organisée), à conserver une avance technologique, à retrouver un système économique performant capable de venir en aide aux nations défavorisées, à conserver des armées puissantes donc dissuasives et à relancer une démographie conquérante nécessaire pour retrouver la croissance, donc la puissance.

1. Quelle philosophie d'action au Nord?

La première chose est de renoncer à l'idée utopique de " civilisation universelle ", pourtant si répandue en Occident. Il s'agit de renoncer au fond à cette idée, née au XIX^{ème} siècle avec la colonisation, de " la responsabilité de l'homme blanc " vis à vis du reste du monde. Cette idée, si elle n'est plus exprimée sous cette forme aujourd'hui, est cependant sous-jacente dans le discours occidental, puisque au travers d'organisations internationales comme l'ONU, c'est la démocratie, la laïcité et les droits de l'homme, inventions occidentales, qui sont sans cesse mis en avant. Dans bien des régions du monde, le multipartisme loin d'être synonyme de démocratie, véhicule plutôt le tribalisme et entraîne un risque de balkanisation des Etats. Ce qui est possible en Occident ne l'est donc peut-être pas ailleurs, en tout cas pas tout de suite.

On l'a vu, espérer que les forces de l'intégration l'emportent sur les forces de la fragmentation est un pari risqué. " La fin de l'histoire " n'est pas pour demain. Et si les peuples tentent d'effacer naturellement " le décalage chronologique " dénoncé par René Grousset et qu'ils y arrivent, ce qui est loin d'être acquis, il est vraisemblable que les sociétés modernes du futur ne se seront pas pour autant toutes semblables. De même, en effet, que les sociétés anciennes n'étaient pas toutes calquées sur le même modèle, il est probable que des différences notables devraient subsister à l'avenir entre les civilisations même modernisées. La langue, la religion, les traits de caractère des peuples qu'ils soient innés ou culturels ne s'effacent pas si facilement. L'influence du climat, de la géographie, le poids de l'histoire sont autant d'éléments façonnants les hommes et leurs cultures.

Le second point est de refuser le " multiculturalisme " à l'intérieur de nos sociétés. Cette tendance menace tout autant l'Occident que le " monoculturalisme ", dénoncée plus haut. Si les adeptes de la seconde tendance veulent que le monde soit comme l'Occident, les tenants de la

première souhaitent que l'Occident soit comme le monde. Dans un monde multiculturel (phénomène inévitable puisqu'il ne peut exister d'empire mondial), nos sociétés ne doivent pas abandonner leur culture propre et leur identité, sous peine d'être à leur tour colonisées.

René Grousset écrivait " aucune civilisation n'est détruite du dehors sans s'être tout d'abord ruinée elle-même, aucun empire n'est conquis de l'extérieur, qu'il ne se soit préalablement suicidé. Et une société, une civilisation ne se détruisent de leurs propres mains que quand elles ont cessé de comprendre leurs raisons d'être, quand l'idée dominante autour de laquelle elles s'étaient naguère organisées leur est redevenue comme étrangère " .

Comment réussir, par exemple, l'intégration des immigrés (défi majeur des sociétés occidentales en cette fin de siècle) si aucun modèle fort, si aucun idéal n'est proposé et si les populations concernées n'adhèrent pas à un projet commun faute de projet commun? Le modèle d'intégration à la française construit par Renan et Fustel de Coulanges ne s'applique pas si la une coquille est vide. L'intégration sera d'autant plus facile à réaliser qu'un idéal, qui ne soit pas seulement matériel, animera nos sociétés. Car on ne fait pas adhérer une jeunesse en mal de " repères " à une société de consommation à laquelle elle n'a, par ailleurs, pas accès. Sous une autre forme, nous retrouvons ici la conviction de Grousset, selon laquelle une civilisation ne vit que parce qu'elle a un projet transcendant, complétée par celle de Renan qui dit bien qu'il n'y a d'intégration possible que si les hommes adhèrent et " plébiscitent " le projet de la Nation.

Gilles Lipovetsky note, comme d'autres, que la société moderne se voit débarrassée de la notion de " devoir ". Comment empêcher une société que l'idée de devoir a désertée de se déliter?

Il s'agit donc de ressusciter les valeurs traditionnelles propres à nos pays et de se montrer moins conquérant et impérialiste en cessant d'imposer nos idéologies aux autres sociétés.

2. Le domaine économique

1. L'aide économique

Une aide économique large, généreuse et concertée se voulant efficace à l'instar du plan Marshall après la deuxième guerre mondiale devrait

être envisagée et proposé aux pays nécessiteux. Outre une aide tout simplement conforme à la morale, son but serait de réduire les menaces démographiques qui pèsent sur l'hémisphère Nord, mais aussi les risques de radicalisation, de développement des intégrismes et de la militarisation à outrance. Il s'agit bel et bien d'éviter qu'un trop grand nombre d'hommes parmi les peuples défavorisés puissent penser qu'ils appartiennent aux " damnés de la terre " et qu'en conséquence, n'ayant rien à perdre, ils peuvent tout tenter. Bien sûr, l'objection à cette aide est son improductivité, maintes fois constatées dans le passé. La tâche revêt, il est vrai, une ampleur considérable si l'on y ajoute par ailleurs la difficulté politique qu'il y aurait à pratiquer une certaine ingérence économique, pourtant prônée par certains Africains eux-mêmes. Elle est pourtant indispensable!

Parallèlement, il est aussi nécessaire d'adopter une politique de l'immigration plus conforme aux intérêts des pays concernés. En contribuant largement à fixer sur nos sols les immigrés, le regroupement familial constitue à cet égard une véritable catastrophe puisqu'il prive les pays d'émigration d'une population entreprenante, formée et disposant généralement après quelques années passées dans nos pays d'un petit capital. Le retour de ces populations dans leur pays d'origine constitue une condition du décollage économique.

2. Une concurrence plus loyale

La seconde action consiste tout à la fois à protéger les pays occidentaux du " dumping social " qu'ils subissent notamment de la part des " dragons asiatiques " et qui constitue selon Maurice Allais, prix Nobel d'économie, une des raisons du chômage, et à aider ces mêmes pays à progresser dans le domaine social. Jean Royer, ancien ministre, a ainsi imaginé une mesure originale qui consisterait à ériger une barrière douanière autour des pays occidentaux laquelle aurait pour but de percevoir une taxe sur les produits manufacturés provenant de ces pays puis de leur retourner le montant des sommes ainsi perçues pour permettre à ces nations de promouvoir une politique sociale.

3. Un renouveau démographique du Nord

Partant du constat fait plus haut, il apparaît qu'un renouveau démographique est une des conditions de survie des pays occidentaux. Que ce soit aux Etats-Unis, en France, en Angleterre, en Italie, en Allemagne ou même en Russie, partout le taux de fécondité est en dessous de la fatidique barre des 2,1 enfants

par femme lequel assure seulement le renouvellement des générations. Beaucoup d'esprits chagrins considèrent le phénomène comme étant irréversible, et il faut bien avouer que nos contemporains englués dans l'égoïsme ambiant se soucient peu de cette inquiétante tendance. Le court terme prend le pas sur le long terme. On peut néanmoins citer à ce sujet l'exemple d'un pays qui a su redresser remarquablement la barre en matière démographique, c'est la Suède. Cet Etat qui était le plus mauvais élève de l'Europe a, par une politique audacieuse, renversé la tendance et rétabli le taux de fécondité à un niveau permettant le renouvellement de sa population. C'est ce qui permet à Jean-Claude Chesnais d'estimer que " le déclin de l'Occident n'est pas une pure fatalité ". Compte tenu de l'enjeu qui n'est pas qu'économique (retraites, chômage, équilibre budgétaire) mais aussi, comme l'a démontré Umberto Eco, sécuritaire et identitaire, une politique offensive en matière démographique constitue une absolue nécessité. En revanche, prôner la régulation des naissances chez les autres semble tenir, une fois encore, d'un néo-impérialisme idéologique d'ailleurs fermement rejeté par les nations auxquelles s'appliqueraient de telles politiques...

4. La lutte contre la prolifération

Dans le domaine sécuritaire la lutte contre la prolifération, bien qu'imparfaite et incomplète, continue d'être prônée comme étant la solution. Pourtant outre le fait qu'elle est très difficile à conduire pour diverses raisons (nombreux physiciens nucléaires russes sans emploi, nombre important des ogives nucléaires russes (25000) dans un pays désorganisé, dualité civile et militaire de la technologie nucléaire, " axe "confucéo-islamiste), elle est difficilement défendable car discriminatoire, contraire au principe d'égalité souveraine des Etats et considérée par certains comme une réminiscence du colonialisme.

Le roi Hassan II, personnage pourtant modéré, déclarait au journal Le Monde le 16 août 1990 : " Si les uns ont la bombe atomique, pourquoi laisser les autres désarmés? Si l'Irak veut faire sa bombe atomique alors qu'en face de lui il y a quelqu'un qui possède 200 têtes nucléaires, à mon avis, c'est plus que son droit de le faire. C'est attentatoire à notre fierté d'Arabes. Tout le monde peut posséder sa bombe sauf les Arabes ".

Comme le note très justement Edward Luttwak dans " le paradoxe de la stratégie " à propos de l'arms control pendant la guerre froide, et il est raisonnable d'estimer que les mêmes causes produiront les mêmes effets dans le cas du face à face Nord Sud, " l'arms control échoua parce qu'il était limité aux armements proprement dits. Il s'attachait à contrôler la manifestation de la compétition elle même, non à ses causes profondes, à savoir l'affrontement des superpuissances pour l'hégémonie mondiale "

Même si en l'état actuel des choses, cela peut paraître utopique, il vaudrait sans doute mieux qu'Européens et Américains pour une fois unis décident de financer un programme de type IDS mettant à l'abri l'Occident de toute attaque nucléaire. Au lendemain de la signature du

traité START de juillet 1991, le sénateur Sam Nunn, président de la commission de défense du sénat, se prononçait en faveur de la poursuite des programmes antimissiles américains et de l'IDS, et les Etats-Unis proposaient aux soviétiques de partager ce système défensif avec eux pour se protéger contre d'éventuelles frappes nucléaires en provenance du tiers monde. Cela ne dispenserait évidemment pas l'Occident de garder par ailleurs un arsenal nucléaire faisant peser une " menace existentielle " de riposte massive en cas d'attaque surprise. Pour lutter, il importe de n'abandonner aucune des deux armes : le bouclier mais aussi le glaive.

Edward Luttwak fait justement remarquer que " l'impact de toute nouvelle arme, après avoir atteint un point culminant dans l'ordre tactique, opératif ou même stratégique a ensuite tendance à décliner plus ou moins rapidement parce qu'elle aura suscité chez l'adversaire des réactions soit de contournement, soit d'imitation, soit de résistances ou de contre-mesures ". Mais dans le cas de l'arme nucléaire ce n'est pas l'imitation qui tue la prééminence de l'arme, au contraire. En revanche, les contre-mesures risquent de tuer cette arme, au moins partiellement.

Il s'agit donc, conscients des limites du TNP de ralentir par les accords actuels au maximum l'accès à la technologie de l'atome et à celle des vecteurs intercontinentaux, et de profiter de notre avance technologique pour développer un programme IDS capable de nous fournir une protection crédible pour les 50 années à venir.

Ce programme défensif serait doublement crédible : vis à vis de notre opinion publique interne d'abord, le slogan toujours transposable et redoutable " plutôt rouge que mort " entendu il y a quelques années au plus fort de la menace perdrait de sa perspicacité. Ensuite, vis à vis de chefs d'Etat déterminés et doutant de la volonté de l'Occident de jouer le va-tout nucléaire (rappelons à ce sujet que le président Giscard d'Estaing a gravement nuit à la crédibilité de la dissuasion le jour où il a écrit que jamais il n'aurait eu recours à cette arme).

Enfin le débat sur l'avenir du nucléaire ne doit pas occulter la nécessité absolue de garder une composante conventionnelle suffisante car si l'atome peut éventuellement dissuader l'atome (c'était le cas jusqu'à aujourd'hui) il ne peut empêcher la guerre.

CONCLUSION

La révolution démographique mondiale, l'inégalité économique entre le Nord et le Sud, les incompréhensions mutuelles tant philosophiques que politiques, et la volonté de s'armer qui en résultent, constituent autant de remises en cause de la prédominance de l'Occident. Aussi est il nécessaire de choisir une stratégie du Nord vis à vis des " Sud ". Abandonner aussi bien la prétention à la civilisation universelle de la démocratie et des droits de l'Homme, que le " multiculturalisme ", qui comme l'explique remarquablement Samuel Huntington, mine nos sociétés de l'intérieur, telle une " cinquième colonne " des temps

modernes, reconstruire avec pragmatisme un outil économique performant capable de venir en aide aux plus démunis et faire découvrir aux pays émergents les bienfaits d'une politique sociale, provoquer un renouveau démographique susceptible d'enrayer le déclin de l'Occident, revoir la stratégie sécuritaire notamment dans le champ nucléaire, voilà les axes principaux d'action qu'il faut retenir.

Pour autant, la mise en oeuvre d'une Stratégie du Nord à l'égard des " Sud " peut sembler relever de la gageure tant il paraît improbable que les Occidentaux parviennent d'abord à prendre conscience de la menace qui pèse, ensuite à définir une stratégie commune, enfin à l'appliquer. Aussi s'il s'avèrait que, faute d'un consensus, il ne soit pas possible de mettre en oeuvre une stratégie commune, il deviendrait dès lors absurde de poursuivre l'intégration de notre pays dans des institutions supranationales. Il faudrait alors conserver soigneusement l'idée de notre souveraineté pour être à même de mieux peser dans le concert des nations et, si cela s'avérait nécessaire, d'être en mesure d'agir seul. Le général de Gaulle n'affirmait-il pas qu'en matière de politique étrangère " le critère des critères, c'est l'intérêt de la France ".